



# LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR



L'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions est l'organe de recherche de la Campagne internationale pour interdire les mines et de la Coalition sur les armes à sous-munitions.  
Maison de la Paix ● 2, Chemin Eugène-Rigot ● 1202, Genève ● Suisse ● Tel. +41-22-920-0325 ● Fax +41-22-920-0115 ● Email monitor2@icblcmc.org ● www.the-monitor.org

**\*\*\* Communiqué de presse \*\*\***

**\*\*\* Sous embargo jusqu'au 20 novembre 2018 à 9:30 (UTC+1) \*\*\***

## **Un niveau record du financement du déminage, mais le nombre de victimes reste élevé**

(Genève, le 20 novembre 2018): Alors que les pays s'efforcent de réaliser un monde exempt de mines d'ici 2025, le financement international de l'action contre les mines a atteint un niveau record. L'utilisation nouvelle de mines antipersonnel, notamment des mines improvisées, principalement par des groupes armés non-étatiques, s'est limitée à une poignée de pays. Cependant, les conflits armés, particulièrement en Afghanistan et en Syrie, ont entraîné pour la troisième année consécutive un nombre de victimes exceptionnellement élevé selon la 20<sup>ème</sup> édition du rapport annuel de l'Observatoire des mines (*Landmine Monitor 2018*), publiée aujourd'hui par la Campagne internationale pour interdire les mines, lauréate du prix Nobel de la paix.

« La bonne nouvelle ici c'est le niveau élevé des investissements internationaux et nationaux pour l'action contre les mines, c'est la preuve de la volonté mondiale de débarrasser le monde des mines antipersonnel, » a déclaré Marion Loddo, rédactrice de la section sur le financement de l'action contre les mines du rapport 2018 de l'Observatoire des mines. Et d'ajouter : « Par rapport à l'année passée, nous avons constaté une augmentation de plus de 200 millions de dollars dans le financement global, mais malheureusement le soutien identifiable alloué à l'assistance aux victimes a diminué de façon continue au cours des dernières années et a atteint son niveau le plus bas. »

En 2017, les donateurs internationaux ont contribué à un montant record de 673,2 millions de dollars pour l'action contre les mines dans 38 États et trois autres territoires, le niveau le plus élevé jamais enregistré sur plus de deux décennies de suivi des donations par l'Observatoire des mines. Pratiquement 80% du soutien international provenait de cinq donateurs, les États-Unis, l'Allemagne, l'Union européenne, la Norvège, et le Japon.

De plus, 10 États affectés qui font face à la contamination par les mines via leurs programmes nationaux ont rapporté contribuer en 2017 un total de 98,3 millions de dollars en soutien pour leurs propres efforts nationaux de déminage. Le total cumulé du soutien international et national s'est élevé à 771,5 millions de dollars, quasiment 204 millions de dollars de plus qu'en 2016 et le montant nominal le plus élevé jamais rapporté (après ajustement pour prendre en compte l'inflation, le montant total de 2012 était le plus élevé).

Le nombre de pays pleinement liés par le Traité d'interdiction des mines a également augmenté par rapport à l'an passé, et a atteint 164 États parties suite aux accessions de la Palestine et du Sri Lanka en décembre 2017. Le Traité d'interdiction des mines, devenu droit international en 1999, interdit l'utilisation de mines qui explosent par contact humain. Le traité couvre les engins explosifs improvisés déclenchés par les victimes, également appelés « mines improvisées » et qui peuvent être déclenchés par une personne.

Le nombre de victimes causées par des mines improvisées a encore atteint un niveau record, représentant 2 716 des 7 239 victimes des mines et des autres restes explosifs de guerre pour l'année 2017. Un grand nombre des victimes de mines improvisées ont été enregistrées en Afghanistan (1 093) et en Syrie (887).

« A cause de l'effet inhumain de l'intensification récente des conflits, les mines antipersonnel et les autres restes de guerre entraînent un nombre de victimes que nous n'avons pas vu depuis de nombreuses années, » a déclaré Loren Persi, rédacteur de la section sur les victimes et l'assistance aux victimes du rapport 2018 de l'Observatoire des mines. « Les civils représentent de loin la majorité des victimes, et les survivants ont toujours besoin d'un soutien bien après que les conflits soient terminés et que la dernière mine soit retirée. »

Bien que cela représente une diminution par rapport aux chiffres de 2016, un nombre élevé de victimes a été observé pour la troisième année consécutive. Au moins 2 793 des victimes de 2017 sont mortes. Les civils ont encore représenté la majorité des victimes (87%), lorsque le statut des victimes était connu. Les enfants représentaient pratiquement la moitié des victimes civiles (47%). Comme lors des années précédentes, il est certain que le nombre réel de victimes est nettement supérieur au nombre rapporté, notamment dans les pays marqués par des conflits.

En 2017, les pays ont continué leurs efforts pour rendre sûres des zones précédemment minées, en rapportant environ 128km<sup>2</sup> de terres déminées et la destruction de 168 000 mines antipersonnel. Des résultats inférieurs à ceux de 2016. Cependant, de nombreux pays ont continué de libérer des terres plus efficacement en ayant recours à des enquêtes pour annuler ou réduire la contamination suspectée.

Parmi les 60 pays et autres territoires connus pour être contaminés par les mines, 34 étaient des États parties au Traité d'interdiction des mines, qui prévoit le déminage de toutes les zones contaminées dans un délai de 10 ans. Seulement quatre d'entre eux semblent être en mesure de respecter leurs délais de déminage. La Mauritanie a achevé le déminage de son territoire en 2017. L'Observatoire des mines estime que la plupart des pays peuvent achever le déminage de leur territoire et s'acquitter d'autres obligations fondamentales d'ici 2025, l'objectif fixé par les États parties lors de la dernière Conférence d'Examen en 2014. Cela dépendra de la disponibilité des fonds et d'un véritable engagement.

Plus d'un tiers de tous les pays affectés ne sont pas partie au Traité d'interdiction des mines, ce qui souligne l'importance de poursuivre l'universalisation du traité. Les États non partie fournissent généralement moins d'information sur l'étendue de leur contamination, des zones déminées, des victimes, ce qui rend plus difficile l'évaluation globale de la situation.

La nouvelle utilisation de mines antipersonnel par les États reste un phénomène relativement rare et seulement par les États demeurant en dehors du traité. Le Myanmar représente le seul cas connu de forces gouvernementales plaçant activement des mines antipersonnel au cours de l'année passée (octobre 2017 à octobre 2018). Pendant cette période, des groupes armés non-étatiques ont utilisé des mines antipersonnel, notamment des mines improvisées, dans au moins huit pays : en Afghanistan, en Colombie, en Inde, au Myanmar, au Nigeria, au Pakistan, en Thaïlande, et au Yémen.

Parmi les autres conclusions du rapport :

- Les États parties au Traité d'interdiction des mines ont détruit plus de 54 millions de mines antipersonnel stockées, dont plus de 500 000 mines détruites en 2017.
- Au cours des cinq dernières années (2013-2017), environ 830km<sup>2</sup> des zones minées ont été déminées. Environ 1,1 million de mines antipersonnel et plus de 66 000 mines antivéhicule ont été détruites dans le cadre d'opérations de déminage.
- Les États parties suivants : la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, Chypre, le Royaume-Uni, la Serbie, le Soudan, et l'Ukraine sont en attente de l'approbation de leurs demandes de prolongation de leur délai de déminage qui seront examinées lors de la Dix-Septième Assemblée des États parties en novembre 2018.

###FIN

## À propos de l'Observatoire des mines:

Le rapport 2018 de l'Observatoire des mines (*Landmine Monitor 2018*) est publié par la Campagne internationale pour interdire les mines en amont de la Dix-Septième Assemblée des États Parties au Traité d'interdiction des mines qui se tiendra à Genève, en Suisse, du 26 au 30 novembre. Des informations détaillées sur chaque pays sont disponibles en ligne, les synthèses présentées dans le rapport comprennent une analyse globale et les conclusions principales. Le rapport couvre l'année civile 2017, et comprend dans certains cas des informations datées de novembre 2018. Il s'agit de la vingtième édition du rapport.

L'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions est l'organe de recherche de la Campagne pour interdire les mines et de la Coalition sur les armes à sous-munitions (ICBL-CMC). L'ICBL a reçu le prix Nobel de la paix en 1997 pour ses efforts pour éradiquer les mines. L'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions est coordonné par un comité de recherche et de suivi composé d'experts de l'ICBL-CMC, des responsables des équipes de recherche, et de représentants de cinq organisations non-gouvernementales : *DanChurchAid*, *Danish Demining Group*, *Human Rights Watch*, *Humanity & Inclusion*, et *Mines Action Canada*.

## Liens:

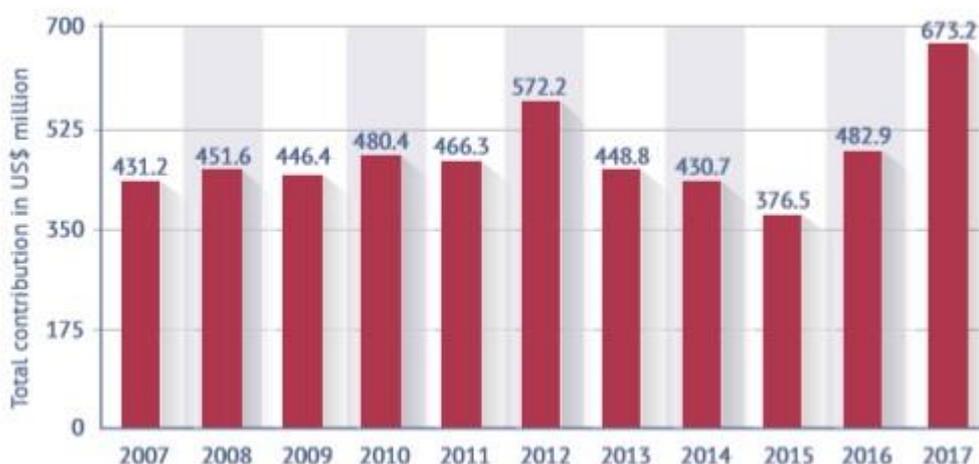
- Page d'accueil du rapport 2018 de l'Observatoire des mines, dont des nouvelles cartes - [the-monitor.org/LM18](http://the-monitor.org/LM18)
- Fiches d'information et infographies de l'Observatoire des mines (en anglais) - [the-monitor.org/en-gb/our-research/factsheets/2018.aspx](http://the-monitor.org/en-gb/our-research/factsheets/2018.aspx)
- Site de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL) - [www.icbl.org](http://www.icbl.org)
- Site officiel du Traité d'interdiction des mines - [www.apminebanconvention.org](http://www.apminebanconvention.org)
- L'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions sur Twitter - [twitter.com/MineMonitor](https://twitter.com/MineMonitor)
- ICBL sur Twitter - [twitter.com/minefreeworld](https://twitter.com/minefreeworld)
- ICBL sur Facebook - [www.facebook.com/pg/minefreeworld/posts/?ref=page\\_internal](https://www.facebook.com/pg/minefreeworld/posts/?ref=page_internal)

Pour plus d'informations, ou pour prévoir une interview, contactez :

- Jared Bloch, Consultant media, Genève (UTC+1), Portable/WhatsApp +41 (0)78-683-4407 ou email [media@icblcmc.org](mailto:media@icblcmc.org)
- Jeff Abramson, Coordinateur, Observatoire des mines et des armes à sous-munitions, Washington, DC,(UTC-4), Portable/WhatsApp 1-646-527-5793 ou email [jeff@icblcmc.org](mailto:jeff@icblcmc.org)

## Graphiques extraits du rapport 2018 de l'Observatoire des mines :

International support for mine action: 2007–2017\*



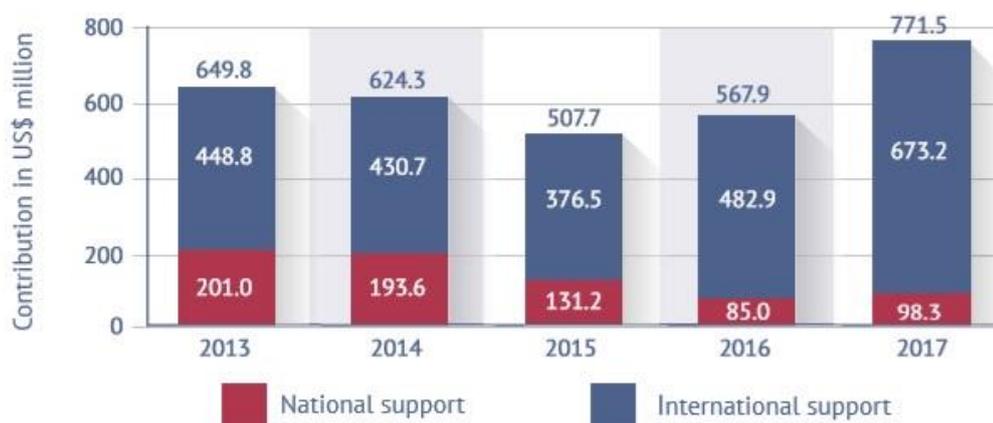
Note: \* Not adjusted for inflation.

## States with the most recorded mine/ERW casualties in 2017

Country	Casualties
<b>Afghanistan</b>	2,300
Syria	1,906
<b>Ukraine</b>	429
<b>Iraq</b>	304
Pakistan	291
<b>Nigeria</b>	235
Myanmar	202
Libya	184
<b>Yemen</b>	160

Note: States Parties to the Mine Ban Treaty are indicated in **bold**.

## Summary of contributions: 2013–2017



# Casualties by type of mine/ERW in 2017

